

*Affaires urbaines*

parler des habitations modulaires, des nouvelles méthodes de construction et de la copropriété. Nous avons même entendu des hommes comme Buckminster Fuller brosser au groupe d'étude un tableau de ce que pourrait et devrait être l'habitation d'ici le début du prochain siècle. Le gouvernement libéral de l'époque a dépensé une bonne partie de ce million de dollars à faire étudier l'habitation, et les réponses étaient bien connues, si seulement le gouvernement avait la volonté et le courage d'agir.

Quelle suite donne-t-on à cette longue liste d'études sur les problèmes auxquels nous faisons face? Il y a dix jours, à la Chambre, le ministre, en dépit de tous les efforts déployés par son secrétaire parlementaire pour s'excuser auprès de nous, annonçait ce qui revient à une autre étude de 100 millions de dollars. Qu'apportera-t-elle aux gens à faible et moyen revenu qui ne peuvent attendre dix ans avant que le ministre termine son étude? Ils veulent un logement aujourd'hui. Si seulement le gouvernement actuel mettait un terme à son gaspillage dans tellement d'autres programmes et menait sa barque avec efficacité, nous pourrions remédier aux taux d'intérêt élevés, dont les taux d'intérêt hypothécaires, et nous pourrions faire quelque chose de concret avec les municipalités et les provinces au sujet des terrains viabilisés.

Le ministre responsable rejette-t-il le blâme sur les autres pays en disant que le coût élevé des logements est dû à des pressions externes, comme le ministre des Finances (M. Turner) qui nous dit qu'on ne peut rien faire au sujet de l'inflation parce que c'est un problème universel et qu'il faut donc s'en accommoder, ou le ministre croit-il vraiment, comme le chef de notre parti qui est allé consulter les autorités municipales et les chefs des gouvernements provinciaux, qu'il pourrait aider à offrir des terrains viabilisés à des prix moins élevés? Ne pense-t-il pas, dans un esprit de collaboration à enfin adopter notre proposition d'abolir la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction? C'est très important.

J'estime qu'aussi longtemps que le pays connaîtra un taux d'inflation général élevé à cause des politiques monétaires et financières irréflechies du gouvernement actuel, les taux d'intérêt sur les terrains et le coût général de l'habitation continueront à grimper. Parce qu'on ne peut pas y toucher, ils resteront toujours, à mon avis, un grand facteur d'inflation comme l'or, l'argent et les autres marchandises fortes. La politique d'habitation du gouvernement actuel a engendré une grande partie de ce que je qualifierais de malaise social légitime. C'est la principale source d'appréhension de bien de nos jeunes face à l'avenir. Elle menace l'indépendance financière de l'unité familiale et, ce qui est encore pire, fait de nous un pays de débiteurs. Dans ce climat moral, le logement est hors d'atteinte de la plupart des Canadiens. A mon avis, la politique d'habitation du gouvernement nous fait entrer dans un âge nouveau, surtout pour la population dont le revenu est peu élevé ou moyen, une nouvelle ère d'esclavage et de servilité.

Je note avec satisfaction, cependant, qu'il est ce soir très possible que le parti à ma gauche appuie notre motion parce que le porte-parole du NPD en matière de logement, après la dernière annonce du ministre, a dit que le programme entraînait une dépense intempestive dans un domaine tout à fait mal choisi. Il a déclaré, en réponse au ministre, que le gouvernement ne manifestait nulle part son intention, du moins avant la présentation du budget, de traiter sérieusement cette question du logement. Il a dit que tout laissait croire que dans ce domaine, nous étions affligés d'un gouvernement inactif. Je ne prévois donc pas

que les députés du NPD appuieront ce soir un gouvernement qui reste inactif, un gouvernement qui, lorsque le bill concernant l'habitation a été adopté le printemps dernier, a décidé semble-t-il, qu'il en avait assez fait.

Le critique du NPD en matière de logement a poursuivi en disant qu'il voulait donner les raisons pour lesquelles il croit que l'attitude du gouvernement est manifestement absurde et que, de fait, elle soulève une grave question de morale sociale dont le gouvernement s'est totalement désintéressé. Aussi, je ne crois pas que les néo-démocrates appuieront ce soir un gouvernement qui s'est totalement désintéressé de la question du logement. Le porte-parole du NPD a ajouté: «Le ministre dit qu'il veut que cette conférence soit connue sous le nom d'Habitat 2000». Or la population de ma circonscription électorale veut des maisons avant l'an 2000.

**Des voix:** Bravo.

**M. Graftey:** Il a dit ensuite que l'ensemble de ce programme représenterait un gaspillage de 100 millions de dollars qui n'aiderait nullement la population à résoudre le problème de l'habitation au Canada. Le NPD votera-t-il ce soir en faveur d'un gaspillage de 100 millions de dollars? M. Howe avait l'habitude de dire: «Qu'est-ce qu'un million?» S'il vote aujourd'hui, avec le gouvernement, le NPD dira en somme: «Qu'est-ce que 100 millions de dollars?»

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui était réservé est expiré.

● (2030)

[Français]

**M. Jacques Olivier (Longueuil):** Monsieur le président, je voudrais signaler qu'il est assez difficile de parler avec autant de pessimisme que l'a fait mon préopinant. Je me demande si cela est attribuable au fait que de ce côté-ci de la Chambre on peut enfin se réjouir, alors que certains citoyens pensent que pour régler les problèmes de l'avenir dans le secteur urbain, il faut y voir immédiatement.

Mon illustre collègue a parlé strictement de construction, et non du phénomène d'urbanisation de 1961, alors que l'on créait des villes dortoirs, que l'on construisait des bungalows en série, que l'on créait des difficultés au niveau municipal. Et quelques années plus tard, on était forcé d'imposer une unité de ville pour essayer de rendre cette situation viable, pour éviter de taxer au maximum la population au niveau municipal. A mon avis, ce sont là des problèmes qu'il faut envisager dès aujourd'hui.

Monsieur le président, la circonscription de Longueuil est urbaine et située sur la rive sud, à une vingtaine de milles de celle de mon préopinant et, pourtant, je ne partage pas du tout le pessimisme qui l'anime. Si on me le permet, je vais citer quelques exemples. La ville de Longueuil, en 1969, avait une population d'environ 90,000 âmes. En quatre ans, la Société centrale d'hypothèques et de logement y a investi une somme d'au-delà 89 millions de dollars. Si cela ce n'est pas penser aux foyers, à la population, aux citoyens qui ont vraiment besoin de maisons, monsieur le président, je me demande de quelle façon on doit investir notre argent, et quoi faire de plus pour aider les gens à s'acheter une maison.

Il est très facile de dire: Les gens sont pauvres, ils ne sont pas en mesure de s'acheter une maison. Monsieur le président, si l'on a vraiment vécu ce problème, on peut savoir ce que c'est. Il ne s'agit pas nécessairement du manque d'argent ou de moyens car, dans la province de Québec, on construisait déjà des maisons de \$35,000 ou